



ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSEE DU LOUVRE (EPML)

Direction de l'Architecture, de la Maintenance et des Jardins (DAMJ)

Sous-direction juridique du pilotage administratif

Service financier et juridique

75058 Paris Cedex 01

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
CCAP**

**MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES DE TYPE ETUDES
PREALABLES POUR UN PLAN PLURI-ANNUEL DE TRAVAUX RELATIF AUX
JARDINS DU CARROUSEL ET DES TUILERIES DU DOMAINE NATIONAL DU
LOUVRE ET DES TUILERIES**

2025-021M

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 2 – NATURE DES PRESTATIONS.....	5
2.1 Phasages des prestations	5
2.2 Contenu de la mission	5
ARTICLE 3 – MODE DE PASSATION ET FORME DU CONTRAT	5
3.1 Mode de passation	5
3.2 Forme du marché	5
3.3 Validité de l'offre	5
3.4 Découpage en lots.....	6
3.5 Variantes.....	6
3.6 Titulaire du marché	6
3.7 Dispositions générales	7
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
ARTICLE 5 – SOUS-TRAITANT	9
ARTICLE 6 – CESSIION OU NANTISSEMENT DES CREANCES.....	9
ARTICLE 7 – DELAIS D'EXECUTION ET DUREE DU MARCHE.....	10
7.1 Durée du marché.....	10
Le démarrage d'une phase n'est pas conditionné par la validation complète de la phase précédente.7.2.....	Délai d'exécution
7.3 Arrêt de l'exécution des prestations	11
ARTICLE 8 – CONDITIONS D'EXECUTION	11
8.1 Conduite du marché	11
8.2 Contraintes	12
8.3 Conditions d'exécution à respecter impérativement par le titulaire	12
ARTICLE 9 RECEPTION DES PRESTATION	12
9.1 Livrables	12

9.2	Opérations de vérification	13
9.3	Délais d'approbation	13
ARTICLE 10 PENALITES		14
10.1	Précisions.....	14
10.2	Pénalités de retard	16
10.3	Autres pénalités.....	16
ARTICLE 11 UTILISATION DES RESULTATS		16
ARTICLE 12 – CONTENU DES PRIX - VARIATION DANS LES PRIX		18
12.1	Contenu et caractère des prix	18
12.2	Forme des prix	18
12.3	Date d'établissement des prix et variation dans les prix	18
12.4	Application de la TVA.....	19
ARTICLE 13 – MODALITES DE REGLEMENT		19
13.1	Règlement	19
13.2	Modalités de transmission des documents relatifs au paiement.....	21
13.3	Délais de paiement et intérêts moratoires	21
ARTICLE 14 – AVANCES		22
ARTICLE 15 – RETENUE DE GARANTIE.....		22
ARTICLE 16 - ASSURANCES.....		22
16.1	Assurance de responsabilités civiles et professionnelles	22
16.2	Responsabilité du titulaire vis-à-vis de ses intervenants	23
ARTICLE 17 - RESILIATION		23
ARTICLE 18 - REGLEMENTS DES DIFFERENDS		23
ARTICLE 19 - DEROGATIONS AU CCAG/PI.....		24

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) est un marché de prestations intellectuelles de type études préalables pour un plan pluriannuel de travaux relatif aux jardins du Carrousel et des Tuileries du domaine national du Louvre et des Tuileries.

Cette mission est confiée à l'Architecte en Chef des Monuments Historiques (ACMH) en charge desdits jardins en groupement avec une équipe spécialisée en jardins et parcs historiques (ESPJH).

Pour l'exercice de cette mission, la présente consultation vise à constituer une équipe pluridisciplinaire de spécialiste (ESPJH), afin de compléter les compétences nécessaires à la mission confiée à l'ACMH.

La mission, s'exécutera, dans le cadre d'un groupement final sous la coordination de l'ACMH, mandataire du groupement issu de la présente consultation.

L'établissement public du musée du Louvre souhaite lancer, au cours des dix prochaines années, un ambitieux programme de restauration, de rénovation et de mise en valeur, étendu à l'ensemble de son patrimoine bâti et paysager. Ce programme s'inscrit dans une politique de rénovation plus large à l'échelle de l'ensemble du domaine et dans un plan d'écologie patrimoniale. Depuis plusieurs années, le Louvre entreprend des travaux dans le jardin des Tuileries dans le cadre d'un schéma directeur de revégétalisation et d'accessibilité élaboré en 2013 et 2017 par Dominique Larpin, alors architecte en chef des Monuments historiques pour le jardin des Tuileries. L'étude relative à ce cahier des charges devra s'inscrire dans le prolongement des études précédentes. A la suite du départ à la retraite de l'ACMH du palais du Louvre et du jardin du Carrousel fin 2024, Michel Goutal, le périmètre d'action de l'architecte en chef des Monuments historiques du jardin des Tuileries Denis Dodeman est étendu au jardin du Carrousel. De ce fait, l'étude englobera le jardin des Tuileries, le jardin du Carrousel et la place du Carrousel.

Les études du schéma directeur traceront les grandes lignes des travaux d'investissement lourds devant être conduits dans les prochaines années. Elles tiendront nécessairement compte à la fois des évolutions historiques successives qui ont modifié et modelé les jardins, des moyens financiers dont bénéficiera l'établissement, et des moyens humains affectés à l'entretien sans lesquels la pérennité des projets est vouée à l'échec. Elles devront s'inscrire aussi dans la stratégie des différents usages des jardins.

Les travaux seront répertoriés et planifiés en fonction des degrés de priorité qui auront été précisés préalablement en parfaite concertation avec le maître d'ouvrage, pour des raisons soit sanitaires soit d'ordre fonctionnel.

ARTICLE 2 – NATURE DES PRESTATIONS

2.1 Phasages des prestations

Pour des raisons à la fois opérationnelles et d'enchaînement des tâches, les études du schéma directeur seront décomposées en trois phases distinctes. Un calendrier détaillé d'opération sera remis aux soumissionnaires. Celui-ci devra être scrupuleusement respecté.

La mission est décomposée de la manière suivante :

- **PHASE I** : PHASE PRELIMINAIRE
- **PHASE II** : PHASE DE DIAGNOSTIC, D'ANALYSE ET DE DETERMINATION DE TRAVAUX URGENTS
- **PHASE III** : PHASE DE DEFINITION D'UN PROGRAMME PLURIANNUEL DE TRAVAUX

2.2 Contenu de la mission

Le contenu détaillé de la mission est exposé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) des études du schéma directeur et ses annexes.

ARTICLE 3 – MODE DE PASSATION ET FORME DU CONTRAT

3.1 Mode de passation

La présente consultation est passée selon la **procédure d'appel d'offre ouvert** en application des articles L2124-2 et R2124-2 1° du Code de la commande publique.,

L'objectif de cette consultation est la constitution d'un groupement de spécialistes futur cotraitant du marché qui sera conclu avec l'ACMH.

3.2 Forme du marché

Le présent marché est rémunéré par un prix global et forfaitaire.

Le présent marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle (PSE).

Le marché ne comporte pas de tranches au sens de l'article R. 2113-4 du Code de la commande publique.

3.3 Validité de l'offre

Le délai de validité des offres est de **six (6) mois** à compter de la date limite de remise des plis.

3.4 Découpage en lots

La présente consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens de l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique, les prestations, objet du présent marché, constituant une unité.

3.5 Variantes

Sans objet

3.6 Titulaire du marché

Le titulaire du présent marché est un groupement solidaire, constitué de différents spécialistes, avec un mandataire solidaire.

Ledit groupement sera co-traitant du groupement final conjoint, constitué avec l'ACMH comme mandataire conjoint.

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom « le prestataire » ou « le titulaire » et la désignation du mandataire du groupement sont précisées à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement représente l'ensemble des membres du groupement auprès du maître d'ouvrage. Il est leur représentant exclusif.

De façon plus générale, le mandataire est le garant de la cohérence et de l'unité de l'équipe du titulaire.

Le titulaire du présent marché est représenté par le mandataire de tous les co-traitants qui est solidaire de l'ensemble des membres du groupement.

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés soit au domicile élu figurant à l'acte d'engagement, soit directement dans les locaux mis à la disposition du titulaire au sein de l'EPML.

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG/PI, le titulaire est tenu de notifier immédiatement à la personne responsable du marché les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Le titulaire doit fournir tous les 6 mois à compter de la date de la notification et jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces mentionnées à l'[article D.8222-5 du Code du travail](#).

3.7 Dispositions générales

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations. Il reconnaît avoir notamment, avant la remise de son offre (notamment, lors de la visite obligatoire avant la remise des offres) :

- pris une connaissance complète et entière des sites, du terrain et des abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des prestations,
- apprécié toutes difficultés inhérentes au site, aux moyens de communication et ressources en main d'œuvre...,
- s'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès du pouvoir adjudicateur, de tous services et autorités compétents,
- pris connaissance de l'ensemble des prestations, ainsi que des éventuelles interactions.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces contractuelles du présent marché (dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant) sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) suivi de ses éventuelles annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe Annexe 1 : Convention Ediflex d'interchange relative au service d'échange électronique de Gestion Financière des Marchés ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses 7 annexes :

• **Annexe I** : Périmètre d'étude et plan du domaine

• **Annexe II** : Présentation historique du domaine

• **Annexe III** : Liste des études, audits et dossiers disponibles

• **Annexe IV** : Bibliographie

• **Annexe V** : Principes d'organisation du schéma directeur et tableau de répartition des tâches entre les différents intervenants

• **Annexe VI** : Schéma des principaux objectifs

• **Annexe VII** : Calendrier prévisionnel

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG/PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, sauf dérogations énumérées au titre du dernier article du présent document ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) : La DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, la répartition des paiements en cas de groupement, l'application des dispositions de l'article 22 du CCAG/PI, et le cas échéant, l'estimation/le règlement des éventuelles prestations modificatives. Il appartient au titulaire de mettre tout en œuvre pour la réalisation complète des prestations forfaitaires décrites dans les pièces contractuelles et réalisées dans les conditions de prix et d'organisation fixées par l'ensemble des pièces contractuelles ;
- Le dossier questions/réponses établi lors de la consultation et retraçant l'ensemble des échanges et des précisions apportées par l'Acheteur à des questions posées pendant la consultation par des opérateurs économiques ;
- L'offre technique du titulaire (y compris calendrier prévisionnel d'exécution).

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

En cas de contradiction, d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation entre deux documents constitutifs du présent marché, c'est le document le plus élevé dans la hiérarchie ci-dessus qui prévaut. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Les pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties dans leurs versions en vigueur à la date de remise des projets.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/PI, la notification du marché comprend une copie de l'acte d'engagement et de ses annexes. Elle comprend également, au gré du titulaire (sur demande du titulaire conformément à l'article 4.2.2 du CCAG/PI), la remise sans frais par le pouvoir adjudicateur de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché. La cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du marché par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

ARTICLE 5 – SOUS-TRAITANT

Le titulaire ne peut sous-traiter une partie des prestations dont il a la charge, sans avoir reçu l'acceptation du ou des sous-traitants par la personne représentant le pouvoir adjudicateur et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Le titulaire doit compléter l'acte spécial de sous-traitance téléchargeable à l'adresse suivante <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>, en cas de demande d'agrément de sous-traitant. A l'appui de sa demande, le titulaire fournira l'ensemble des renseignements mentionnés aux articles R2193-1 à R2193-2 du Code de la Commande Publique (dénommé ci-après CCP).

Les justifications concernant le(s) sous-traitant(s) sont identiques à celles exigées du titulaire par l'acheteur public.

L'absence de l'une de ces pièces et/ou la non-conformité des documents remis par le titulaire fait obstacle à l'acceptation des sous-traitants par la personne représentant le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

La sous-traitance s'exerce selon les conditions décrites aux articles R2193-1 à R2193-4 du CCP.

En cas de non-respect de ces dispositions, le titulaire s'expose aux sanctions prévues à l'article 3.6.3 du CCAG PI.

De manière générale, l'ensemble des actes spéciaux de sous-traitance est à adresser en double exemplaire par l'adresse mail suivante : DAMJ-SFJ@louvre.fr

ARTICLE 6 – CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES

Sur demande expresse du titulaire, il lui sera remis une copie de l'original du contrat certifiée conforme et portant la mention "copie certifiée conforme à l'original" délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance.

Conformément à la loi n°81.1 du 2 janvier 1981 modifiée, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du contrat par un établissement de crédit doit être notifié au comptable public assignataire des paiements.

Le montant maximal de la créance que le titulaire pourrait céder ou présenter en nantissement est de:

Titulaire ou mandataire :

Montant en euros H.T. :

Montant de la TVA :

Montant T.T.C. :

Conformément à l'article R2191-46 du CCP et aux articles L 313-23 à L 313-29 du code monétaire et financier, toute notification de cession ou de nantissement relative au présent contrat sera faite.

ARTICLE 7 – DELAIS D'EXECUTION ET DUREE DU MARCHÉ

7.1 Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification, conformément aux articles R. 2182-4 et R. 2182-5 du Code de la commande publique.

Le marché est conclu pour la durée nécessaire à l'exécution et à la réception complète des prestations.

Le démarrage de chaque phase est conditionné par un Ordre de service de démarrage.

Chaque phase débutera à compter de la date indiquée dans l'ordre de service (OS).

Le démarrage d'une phase n'est pas conditionné par la validation complète de la phase précédente.

7.2 Délai d'exécution

Le délai global prévisionnel d'exécution du marché est de **33 mois** à compter de la date de notification du présent contrat.

Phases	Délai de la phase en mois
Phase 1- Etudes préliminaires :	6
Phase 2 - Diagnostic et analyse	8

Phase 3 - Définition d'un programme pluri-annuel de travaux	
Phase 3.a. – Définition d'un schéma d'intention	6
Phase 3b - Approfondissement et finalisation d'un schéma pluriannuel de travaux	3

Les modifications et corrections des documents devront être réalisées dans un délai de 2 semaines à compter de la demande de la Maîtrise d'ouvrage.

Les demandes supplémentaires de modification ou de correction des documents faites dans le délai des 2 semaines de correction ajouteront un nouveau délai de 2 semaines.

NB : Le mois d'août ainsi que les 2 dernières semaines de l'année seront neutralisés dans les délais supra.

7.3 Arrêt de l'exécution des prestations

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques constituées par les éléments de mission tels que définis à l'article 2 du présent marché.

ARTICLE 8 – CONDITIONS D'EXECUTION

8.1 Conduite du marché

La conduite du marché est assurée par la Direction de l'Architecture, de la Maintenance et des Jardins (DAMJ) de l'Etablissement Public du Musée du Louvre et ses représentants au sein des services concernés :

- Sous-Direction des Jardins (SDJ) ;

Dès la notification du marché, l'EPML désigne les personnes habilitées à le représenter auprès du titulaire pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

Si en cours d'exécution du présent marché, la personne désignée comme l'interlocuteur du titulaire venait à être remplacé, la personne représentant le pouvoir adjudicateur :

- En avertirait le titulaire immédiatement,
- Communiquerait dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de l'avis d'information fait au titulaire par ordre de service les noms, coordonnées et fonctions de la nouvelle personne en charge de la mission.

8.2 Contraintes

Dans le cadre de ces études, le Titulaire doit prendre en compte les contraintes liées :

- au maintien en fonctionnement du bâtiment et de ses abords
- au caractère de monument historique des bâtiments
- au site
- aux travaux simultanés se déroulant sur l'ensemble du site
- Coactivité avec les manifestations évènementielles dans les jardins

8.3 Conditions d'exécution à respecter impérativement par le titulaire

Le titulaire et son personnel sont tenus vis-à-vis des procédures de contrôle des accès à une obligation de discrétion.

Sur la base de la liste nominative, les laissez-passer, badges ou passes nécessaires pour la circulation du personnel du titulaire lui sont fournis.

Le port du badge d'identification, de façon ostensible et permanente, est obligatoire. Le badge doit être porté de façon visible.

ARTICLE 9 RECEPTION DES PRESTATION

La constatation de l'exécution des prestations se déroule conformément aux dispositions des articles 28 et 29 du CCAG/PI, pour tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions définies ci-dessous.

9.1 Livrables

Toute livraison (document ou élément de réalisation) est assortie d'un bordereau de livraison qui précise la date et le contenu de la livraison, selon le document fourni par le pouvoir adjudicateur.

Le délai pour procéder aux opérations de vérification court à compter de la livraison complète des prestations.

Par dérogation à l'article 28.4.2 du CCAG PI, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

Livrables :

Phase I :

- Un dossier comprenant 6 volets
- Cinq cahiers des charges pour des études complémentaires

Phase II :

- Le rapport d'analyse des offres des études complémentaires
- La validation des livrables des études complémentaires
- Un dossier comprenant 11 volets

Phase III :

- Phase IIIa :
 - Dossier de synthèse du schéma pluriannuel de travaux
- Phase IIIb :
 - Dossier final du schéma pluriannuel de travaux

9.2 Opérations de vérification

Les opérations de vérification des prestations seront effectuées dans les conditions définies aux articles 28.1 à 28.4 et 29 du CCAG/PI.

A la remise des documents, le maître d'ouvrage fera une validation simple, qualitative et quantitative des éléments reçus.

A la suite de cette vérification simple, si les pièces ne sont pas recevables (absence de document, manque de clarté, incohérence avec les attendus...) le pouvoir adjudicateur peut rejeter le livrable et demander une nouvelle version dans un délai maximum de deux semaines.

Lorsque le pouvoir adjudicateur considère le document admissible, il déclenchera les éventuelles réunions de présentation en commission (qui seront-elles-mêmes précédées de réunions de préparation). Les conclusions de la commission pourront donner lieu à des modifications.

Les dispositions de l'article 28.5 du CCAG/PI ne sont pas applicables au présent marché.

9.3 Délais d'approbation

La décision par le maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réserves ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir dans les délais ci-dessous :

	Délai de validation
Phase 1	2 mois
Phase 2	2 mois
Phase 3 a	2 mois
Phase 3 b	2 mois

Délais qui courent à compter de la date de l'accusé de réception par le Musée du Louvre des documents.

Toutefois, en l'absence d'approbation des documents d'étude dans les délais susmentionnés, les prestations ne seront considérées comme acceptées tacitement qu'après un délai de quatre (4) mois à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage des études remises par le titulaire, sauf prolongation de ce délai demandé par le musée du Louvre et contre laquelle le titulaire ne pourra s'opposer.

ARTICLE 10 PENALITES

En cas de retard dans les délais d'exécution prévus, des pénalités de retard pourront être appliquées dans les conditions définies ci-dessous.

10.1 Précisions

Le titulaire s'engage à fournir un niveau de qualité de service et de disponibilité conforme aux exigences indiquées dans le présent marché. Le titulaire reste intégralement redevable de l'exécution de la prestation dont la non-réalisation a donné lieu à l'application de la pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Si le retard dans l'exécution des prestations était imputable à l'EPML, ou à un cas de force majeure, le délai global d'exécution serait automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

Lorsqu'un délai contractuel prévu au présent marché, éventuellement assorti de prolongation de délai conformément aux dispositions du marché, n'est pas respecté du fait du titulaire ou d'un de ses sous-traitants, le titulaire encourt les pénalités pour retard formulées à l'article 10.2 du présent CCAP.

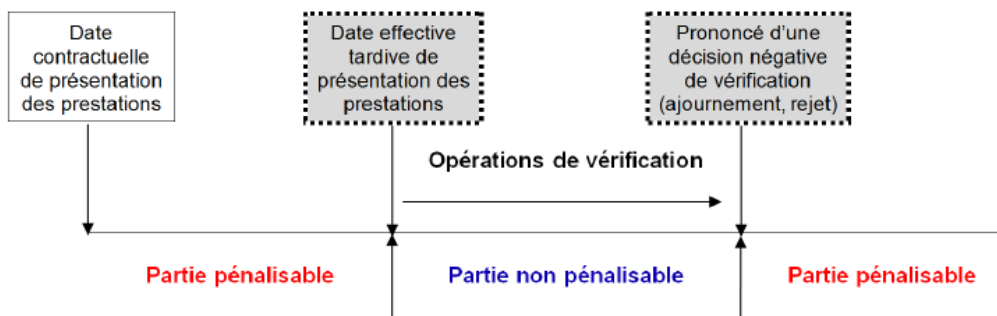
Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, à l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Constitue des cas de retard :

- le non-respect de la date de présentation des prestations exécutées par le titulaire à l'EPML, en vue de l'engagement des opérations de vérification ;
- les délais s'écoulant à compter d'une décision négative de l'EPML à l'issue des opérations de vérification (ajournement, rejet) dans les conditions définies au présent CCP.

Les principes d'application des pénalités sont les suivants :

- En cas de retard de présentation des prestations et de prononcé d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification :



Il est entendu que les deux périodes pénalisables se cumulent.

- En cas de respect de la date de présentation des prestations et de prononcé d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification :



- En cas de retard de présentation des prestations et de prononcé d'une décision positive à l'issue des opérations de vérification :



Les parties pénalisables définies ci-avant sont cumulables.

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon écrite et expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable des prestations.

Le recouvrement des montants cumulés des pénalités s'opère par un décompte fait sur tout montant dû au titulaire, au titre du présent marché, réglé à terme échu par l'EPML ; l'EPML peut également recouvrer les pénalités par l'émission d'un titre de recettes.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée.

10.2 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, en cas de non-respect des délais, conditions et obligations prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 100 euros par jour calendaire de retard à compter de la non remise des livrables et autres documents définis au présent CCAP et son annexe.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG/PI, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché.

En cas de dépassement, le marché pourra être résilié, sans mise en demeure, dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/PI, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

Les dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG/PI ne sont pas applicables au présent marché (Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché).

10.3 Autres pénalités

Absence aux rendez-vous auxquels le titulaire est dûment convoqué par la maîtrise d'ouvrage : 100 €/absence ;

ARTICLE 11 UTILISATION DES RESULTATS

Cf. chapitre 6 du CCAG/PI.

Conformément aux dispositions de l'article 35.1.1 du CCAG/PI, le titulaire accorde à l'EPML les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse, pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché, et notamment :

- la mise en ligne, à titre gracieux, des résultats ;

- l'utilisation pour les besoins muséographiques ou scientifiques de l'EPML, et/ou de ses partenaires ;
- la publication sur tous supports aux fins d'information du public ou dans des ouvrages mis en vente ;
- l'insertion au sein d'œuvres multimédia destinées aux dispositifs multimédias et terminaux mobiles, tels que notamment les audioguides, les smartphones et les bornes multimédia utilisées dans l'enceinte de l'EPML, et/ou de ses partenaires, qu'ils soient distribués à titre gratuit ou payant ;
- la mise en ligne à titre gratuit sur les sites contributifs et réseaux sociaux de l'EPML, et/ou de ses partenaires ;
- la mise en ligne sur le réseau intranet de l'EPML, et/ou de ses partenaires ;
- la publication dans l'enceinte et autour des locaux de l'EPML, et/ou de ses partenaires, sur tous supports d'affichage mural, publicitaire ou autre, et dans tous formats, aux fins d'information du public et de promotion des activités de l'EPML, et/ou de ses partenaires ;
- la communication institutionnelle interne ou externe de l'EPML, et/ou de ses partenaires, et notamment dossiers de presse, communiqués de presse télédiffusés, films promotionnels, ainsi que toute autre utilisation d'information et de communication organisée ou co-organisée par l'EPML et/ou par ses partenaires ;
- l'utilisation dans le cadre de conférences, séminaires, cours ou ateliers se tenant au sein de l'EPML, et/ou de ses partenaires et/ou dans tout autre lieu réunissant du public ;
- l'archivage ;
- l'utilisation à des fins documentaires ou de recherche ;
- l'utilisation dans le cadre des opérations de restauration MH, de projet d'aménagement muséographique, de rénovation des espaces, etc., notamment par l'architecte en chef des monuments historiques, l'architecte ou scénographe désigné pour le projet concerné ou les entreprises chargées des travaux ;
- les besoins de mise en concurrence et contractualisation pour des marchés de travaux ou services ou prestations intellectuelles en lien avec les résultats ;
- la publication de dossiers, brochures destinées aux agents de l'EPML, et/ou de ses partenaires ;
- la projection et diffusion dans le cadre des actions menées par l'Etat en vue de l'échange d'informations, et notamment la professionnalisation et la formation des agents des opérateurs et services de l'Etat ;
- la mise en ligne sur des sites Internet tels que notamment le site de l'EPML, et/ou de ses partenaires et les plateformes dématérialisées de marchés publics.

ARTICLE 12 – CONTENU DES PRIX - VARIATION DANS LES PRIX

12.1 Contenu et caractère des prix

En complément des dispositions de l'article 10 du CCAG/PI, il est précisé que les prix du marché sont réputés comprendre :

- les frais d'assurance et de transport,
- les frais de restauration et d'hostellerie,
- les réunions et entretiens,
- les compte-rendu des réunions et entretiens,
- les travaux de secrétariat,
- les frais de reproduction et de diffusion des documents que le titulaire doit établir dans le cadre de sa mission,
- les livrables,
- les matériels, fournitures et logiciels nécessaires à l'exercice de la mission,
- les locaux,
- la cession des droits prévue au présent CCP,
- toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution de la mission qui sont réputées incluses dans le marché y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique.

Cette liste n'est ni exhaustive ni limitative.

Toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution de la mission sont réputées incluses dans le marché y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique.

12.2 Forme des prix

Le présent marché de prestations intellectuelles rémunéré par un prix global et forfaitaire, dont les caractéristiques sont décrites au cahier des clauses techniques particulières.

12.3 Date d'établissement des prix et variation dans les prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres (date limite de remise des offres initiales ou finales en cas de négociation, par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG/PI) ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix du marché sont fermes mais actualisables selon les modalités définies ci-après. Le prix est actualisable dans les conditions déterminées ci-après. Cette actualisation est opérée aux conditions économiques observées à une date antérieure de trois mois au début d'exécution des prestations.

Ils seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, en retenant la valeur de l'indice au mois antérieur de trois mois au mois « Mr » de début d'exécution des prestations.

Par la suite, les prix ainsi actualisés restent fermes pendant toute la durée d'exécution des prestations et constituent le prix de règlement.

L'actualisation est effectuée par application de la formule suivante :

Le prix est révisable.

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de signature de l'offre par le titulaire appelé mois zéro m_0 (mois études).

Les éléments de mission seront révisés au mois d'exécution selon la formule suivante

$$P = P_o \times (INGr / INGo)$$

Formule dans laquelle :

- P = Nouveau prix actualisé
 - P_o = Prix initial
 - INGr-3 = indice INGENIERIE à la date de début d'exécution des prestations.
 - INGo = indice INGENIERIE connu au mois d'établissement des prix M_o .
- ING = Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 - Identifiant 001711010.

Si l'un des indices de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

12.4 Application de la TVA

Le prix figurant dans le présent marché est exprimé toutes taxes comprises.

Le montant des règlements est calculé en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur lors du fait générateur.

ARTICLE 13 – MODALITES DE REGLEMENT

13.1 Règlement

La mission donnera lieu à l'établissement par le titulaire de tous les documents relatifs à la réalisation des études du schéma directeur relatif aux jardins du Carrousel et des Tuileries du domaine national du Louvre et des Tuileries comprenant l'ensemble des livrables définis au CCTP, annexé au présent

Le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet de demandes de paiement. La prestation prévue au présent marché pourra être facturée en respectant les échéances suivantes :

- Phase 1 :
- 60% du montant à la remise des cinq cahiers des charges définitifs

- 100% du montant à la validation définitive des cahiers des charges
- 60 % du montant à la remise du dossier définitif,
- 100% du montant à la validation définitive du dossier.
- Phase 2 :
- 60% du montant à la remise du rapport d'analyse des offres définitif
- 100% du montant à la validation définitive du rapport d'analyse des offres
- 60% du montant à la remise du dossier définitif
- 100% du montant à la validation définitive du dossier
- Phase 3 :
- 40% du montant à la remise du livrable de la phase 3a
- 20% du montant à la remise du livrable de la phase 3b
- 100% du montant à la validation définitive du livrable

Ces demandes prennent la forme d'acomptes comportant les indications suivantes :

- Les références du contrat et de l'élément de mission concerné,
- Les noms, adresse et n° du SIRET de l'entrepreneur,
- Les références bancaires,
- La date,
- Ainsi que, au titre de l'acompte, l'acompte précédent et de la différence des deux, décomposées selon la DPGF :
 - le montant H.T. des prestations,
 - montant HT des révisions de prix ou de l'actualisation
 - les taux et montant de la T.V.A.,
 - le montant TTC
 - le montant des pénalités, le cas échéant,
 - le montant de l'avance versée au titulaire, le cas échéant,
 - le montant de l'avance à récupérer, le cas échéant,
 - le montant de la retenue de garantie le cas échéant,
- les montants TTC à régler aux sous-traitants
- le montant restant dû

13.2 Modalités de transmission des documents relatifs au paiement

Les paiements seront effectués, selon les dispositions prévues à l'article 11 du CCAG/PI et précisées ci-dessous, au compte ouvert au nom du titulaire.

La transmission des documents relatifs au paiement s'effectue conformément aux dispositions des articles L.2192-1 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire doit déposer ses documents relatifs au paiement sur EDIFLEX conformément aux modalités prévues à l'annexe « Convention d'interchange EDIFLEX ».

Toutes les demandes d'acompte ou documents relatifs au paiement seront adressées par le titulaire du marché, accompagnées des factures des différentes entreprises sous-traitantes, sur lesquelles le titulaire aura apposé son visa de validation.

L'EPML procédera au règlement des prestations par mandatement, en créditant le compte ouvert au nom du bénéficiaire de la facture et désigné soit à l'acte d'engagement, soit à l'acte spécial de sous-traitance.

13.3 Délais de paiement et intérêts moratoires

Il appartient au titulaire de s'assurer de la bonne réception de la demande de paiement.

Les dépenses relatives au présent marché sont financées sur le budget de l'établissement et le règlement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique et par virement administratif.

Il appartient au titulaire de s'assurer de la bonne réception de la demande de paiement.

Le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement. La date de réception de la demande de paiement effectuée par le titulaire, accompagnée des attestations de paiement aux sous-traitants ou de tous autres documents nécessaires liés au règlement mensuel, constitue le point de départ du délai global de paiement fixé aux articles R. 2192-12 à R. 2192-14, R. 2192-16, R. 2192-17 et R. 2192-24 à R. 2192-26 du Code de la commande publique. Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- Des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites au décret cité ci-dessus, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

ARTICLE 14 – AVANCES

Sauf refus du titulaire dans l'acte d'engagement, une avance pourra être accordée dans les conditions définies aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du code de la commande publique.

Aussi, sauf refus du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement, conformément aux dispositions de l'article 11.1 du CCAG/PI – Option A, une avance dont le taux est fixé à 20% du montant de la part forfaitaire du marché sera versée au titulaire dans les conditions définies à l'article R2191-4 du code de la commande publique, qui permet à l'acheteur de prévoir le versement d'une avance dans les cas où elle n'est pas obligatoire.

En cas de sous-traitance, l'avance sera versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Conformément aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement à l'entrepreneur, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la part forfaitaire du marché atteint ou dépasse 65% du montant initial. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations forfaitaires exécutées atteint 80% du montant initial, toutes taxes comprises

ARTICLE 15 – RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 16 - ASSURANCES

16.1 Assurance de responsabilités civiles et professionnelles

En complément des dispositions de l'article 9 du CCAG/PI, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de l'attribution provisoire, le titulaire ainsi que, le cas échéant, les sous-traitants, doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance couvrant les responsabilités résultant de l'accomplissement de leur mission.

Pour tout sous-traitant déclaré en cours d'exécution les attestations d'assurances seront fournies avec l'acte de sous-traitance.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Il doit ainsi disposer :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations :

Cette garantie doit être étendue aux conséquences de ces accidents ou dommages, notamment en termes de préjudice financier et de recours de tiers contre l'Etat,

- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-3 et 2270 du Code Civil.

L'Entreprise sera tenue responsable, aussi bien vis-à-vis de ses salariés que vis-à-vis de tiers, de tous les dommages matériels ou corporels résultant des travaux.

16.2 Responsabilité du titulaire vis-à-vis de ses intervenants

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congé payés, déplacements).

Tout accident ou maladie pouvant les affecter pendant la durée du marché est entièrement prise en charge par le titulaire.

Le titulaire sera responsable des dommages de toute nature que lui-même ou son suppléant aura occasionné aux biens qui lui sont ou non confiés, au personnel de l'établissement public ou à toute autre personne présente sur le site.

Le titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché et renonce à tout recours contre l'établissement public. Il lui appartient de souscrire tout contrat d'assurance couvrant ces dommages.

ARTICLE 17 - RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/PI.

ARTICLE 18 - REGLEMENTS DES DIFFERENDS

Conformément à l'article 43 du CCAG/PI, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler par voie amiable, notamment devant les comités consultatifs de règlement amiable prévus à l'article L2197-3 du Code de la Commande Publique, les différends éventuels portant sur l'interprétation des stipulations du présent marché ou sur l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties et s'il ne peut être obtenu un accord amiable, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Toutefois, le titulaire pourra demander au maître de l'ouvrage que le différend soit soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable.

ARTICLE 19 - DEROGATIONS AU CCAG/PI

Sauf dérogations citées ci-dessous, le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) s'applique.

Articles du présent document	Articles du CCAG/PI auxquels il est dérogé
4	4.1 , 4.2.1 et 4.2.2
9.1	28.4.2
10.1	14.1.1
12.3	10.1.2